



LE DEVOIR

Défusions: la vague se brise

■ Québec, Lévis et Sherbrooke résistent

TOMMY CHOUINARD

Québec — Québec s'en tire presque sain et sauf. Seules deux des douze anciennes villes de banlieue, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures, quittent la grande ville à la suite des référendums d'hier.

Les villes de Lévis et Sherbrooke, quant à elles, demeurent intactes. À L'Ancienne-Lorette, 67 % des citoyens ont opté pour la défusion. Ces 5208 partisans du démembrement représentent 41 % des électeurs inscrits à la liste référendaire, ce qui dépasse le seuil des 35 % nécessaires, une condition à respecter pour que la défusion soit reconnue. À Saint-Augustin-de-Desmaures, le oui a récolté 62,45 % des voix, rassemblant 38 % des électeurs inscrits de cette ancienne ville. Le vote a basculé en faveur du démembrement uniquement après le dépouillement de la toute dernière boîte de scrutin.

Avec le départ de ces anciennes villes de banlieue, la grande ville perd 6,3 % de sa population, c'est-à-dire 32 600 habitants. Chacune de ces deux nouvelles villes ne sera représentée que par un délégué au conseil d'agglomération qui sera bientôt créé.

Les citoyens se sont rendus nombreux aux bureaux de vote dans ces deux villes de banlieue. Le taux de participation a dépassé les 61 %, ce qui est spectaculaire comparativement aux taux habituellement observés lors des élections municipales.

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC

■ Lire autres textes sur les défusions en page A 3



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le porte-parole du camp des défusionnistes, Peter Trent (à gauche), et le maire de Montréal, Gerald Tremblay, affichaient tous deux des mines réjouies, mais pour des motifs bien différents, à la suite des résultats des référendums tenus hier sur l'île de Montréal.

■ L'ouest de Montréal s'isole ■ La Rive-Sud se disloque

ANTOINE ROBITAILLE

Quinze secteurs de la grande ville de Montréal ont défusionné hier, mais le maire Gerald Tremblay a tout de même tenu à parler de «grande victoire pour Montréal» puisque de grands secteurs comme Saint-Laurent, Anjou et LaSalle resteront dans la grande ville. En revanche, sur la Rive-Sud, Longueuil éclate carrément alors que quatre secteurs sur cinq ont choisi de quitter la mégaville. Pour ce qui est de la ville de Gatineau, elle restera quasi intacte, ne perdant que Masson-Angers, et ce, par une marge infime: moins de cinq voix.

Dans la métropole, ce sont les bastions défusionnistes et principalement anglophones qui ont choisi de quitter: Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, L'Île-Dorval, Hampstead, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue, Montréal-Ouest, Mont-Royal, Pointe-Claire, Senneville et Westmount. À l'autre bout de l'île, Montréal-Est fait figure d'exception et d'îlot défusionniste francophone.

Dans l'ouest de l'île, le oui a échoué à Roxboro et à Pierrefonds, où plusieurs croyaient qu'il allait l'emporter.

VOIR PAGE A 8: MONTRÉAL

Bilinguisme: le PC trébuche

Harper corrige le tir au sujet d'Air Canada

CLAIRANDRÉE CAUCHY
LE DEVOIR

Le leader conservateur Stephen Harper a corrigé le tir hier sur le bilinguisme à Air Canada. Il a assuré qu'un gouvernement conservateur étendrait l'obligation d'offrir des services en français à toutes les compagnies aériennes canadiennes en l'enchantant dans la Loi sur les langues officielles.

Dans un échange de courriels dont la Presse canadienne a obtenu copie samedi, le responsable de la correspondance pour le Parti conservateur écrivait qu'un gouvernement Harper abolirait la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada. Cette loi, adoptée par le gouvernement Mulroney lors de la privatisation de la compagnie d'État en 1988, oblige Air Canada à offrir des services dans les deux langues officielles et à maintenir son siège social à Montréal.

VOIR PAGE A 8: BILINGUISME

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics ..	B 4	Météo.....	B 4
Convergence ..	B 7	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés ..	B 4
Décès.....	B 5	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 5
Éditorial	A 6	Télévision.....	B 6

Le grand écart de Tariq Ramadan

Musulman d'Europe, le penseur cherche à faire le pont entre la modernité et l'«islam des origines»

L'ENTREVUE

Porteur d'une nouvelle modernité islamique ou fondamentaliste déguisé? Une grande partie de ce qu'on lit à son sujet étale la même méfiance. Tariq Ramadan, penseur-vedette de l'islam en Europe, s'applique, en entrevue au *Devoir*, à s'en défendre et à la déconstruire. Parole à un homme que l'activisme et la réflexion sur l'identité musulmane en ce XXI^e siècle exposent à toutes les controverses.

GUY TAILLEFER

Certains le considèrent comme «le Bernard-Henri Lévy de l'islam», pendant que d'autres ne soupçonnent, sous ses savants dehors progressistes, rien de moins que la présence d'un «taliban». Qui donc est-il? Professeur de philosophie et d'islamologie à l'Université de Fribourg, en Suisse, Tariq Ramadan se réclame d'une lecture réformiste et «contextualisée» du Coran en tentant de faire le grand écart entre modernisme et «islam des origines».

L'exercice, périlleux, fait peser sur lui tous les soupçons: de ceux qui lui reprochent ses compromissions avec ce que l'islam excuse de

plus réactionnaire; mais de ceux aussi, dans le monde musulman, qui le diabolisent pour ses évidentes sensibilités occidentales.

Entre l'un et l'autre, sa parole est bue par bon nombre de «musulmans d'Occident» qui s'interrogent sur leur vie installée entre deux mondes. Dans certains pays arabes, dit-on, sa notoriété est telle qu'il est reçu en chef d'État.

Les intégrismes tenant le haut du pavé dans l'air du temps, ses efforts de réconciliation entre les valeurs islamiques et les cultures occidentales ne sont pas loin de tenir de la quadrature du cercle.

Cela explique en partie qu'il soit l'objet de tant d'attention politique et médiatique. Ce qui ne lui déplaît pas, apparemment. Un grand portrait publié en février dernier dans



ALFRED/EPA

Tariq Ramadan

Le *Nouvel Observateur* ne tarissait pas d'expressions pour décrire son activisme et son ascendant dans la diaspora et le monde musulmans: globe-trotter de l'islam, pigeon voyageur islamique, islamiste de l'ère du zapping, bête de scène islamique...

Interviewé récemment dans un petit local de l'Université de Montréal, quelques minutes avant qu'il ne prononce une conférence pour laquelle s'était déplacée une foule trop nombreuse pour le grand amphithéâtre où on venait l'entendre

à l'initiative de Présence musulmane Canada, l'homme affirme: «J'ai un discours qui ne correspond pas à ce à quoi on s'attend. Un discours qui ne consiste pas à dire: on oublie tout de nos références musulmanes et on devient citoyen [de son pays d'adoption]. Je dis qu'il est tout à fait possible d'être totalement musulman et totalement citoyen, d'accomplir un mariage réel entre les deux dimensions. Le discours est un peu nouveau et difficile à saisir»

VOIR PAGE A 8: RAMADAN

4^e édition www.nativelynx.qc.ca

PRÉSENCE AUTOCHTONE

de Montréal

du 10 au 21 juin 2004

Destins croisés

CONCERT

Jeudi 10 juin à 20h

Théâtre Maisonneuve

842 2112 842 2112

www.pela.qc.ca

POLITIQUE

RÉFÉRENDUMS SUR LES DÉFUSIONS

Joie et amertume à Montréal

Quinze arrondissements devraient retrouver leur statut de ville d'ici janvier 2006

CLAIRANDRÉE CAUCHY
FABIEN DEGLISE

«**Q**uand la flamme olympique est passée dans l'arrondissement de Westmount aujourd'hui [hier], elle a perdu tout le sens de l'unité et de la solidarité qui va avec.» Tout juste après le dépouillement des urnes, Nat Fotopoulos, présidente du comité du non de Westmount, cachait difficilement son amertume. «C'était prévisible, a-t-elle expliqué devant le pourcentage élevé (92 %) d'électeurs de son coin qui se sont prononcés hier en faveur du démembrement. Nous avons travaillé fort, mais nous avons manqué de temps pour faire tomber le mur d'émotion que nos adversaires ont construit depuis plusieurs mois.»

Travailler fort. Bernard Paquet, ancien maire de Saint-Laurent, en a fait tout autant depuis le début de la campagne référendaire pour retrouver sa ville d'antan. Mais sans succès. L'arrondissement du même nom reste en effet dans le giron de Montréal, a décidé l'électorat. «C'est ce que le gouvernement voulait, a-t-il expliqué un brin de tristesse dans la voix. Plusieurs éléments ont joué contre nous: il faisait beau, il y avait la fête des Pères, des graduations dans plusieurs écoles de la ville, la flamme olympique au centre-ville et ces 35 % [des électeurs inscrits devant se prononcer en majorité pour la défusion] que le gouvernement nous a mis dans les mains. Ce soir, j'ai de la peine pour mes citoyens.»

Au fil des résultats des 22 référendums sur la défusion qui ont rythmé hier la vie démocratique de Montréal, la déception des uns a laissé place à la joie des autres. Surtout dans les 15 arrondissements qui d'ici janvier 2006 devraient retrouver leur statut de ville, comme l'ont demandé les électeurs. «Et ils méritaient cette victoire, a lancé Suzanne Caron, mairesse de l'arrondissement de Mont-Royal, dont 81 % des résidents ont décidé de se séparer de Montréal. C'est un message très fort qui a été envoyé. Il reste maintenant à relever nos manches pour que tout cela fonctionne.»

Même euphorie, même optimisme du côté de Westmount, où Peter Trent, ancien maire de la municipalité, a célébré en début de soirée un verre de rouge à la main. «J'en étais sûr [que nous allions gagner], a-t-il dit. Maintenant, ça va devenir plus tranquille j'espère, car le débat a été très émotif et colérique dans les dernières semaines. Et puis les résultats dans la région de Montréal prouvent bien que les défusions ne sont pas juste une question d'argent et de langue. Regardez Montréal-Est ou encore Boucherville...»

Ailleurs sur l'île, la foule était en liesse à Montréal-Est, une des seules villes francophones montréalaises à retrouver son identité juridique. Quelques centaines de militants défusionnistes ont bloqué la rue Notre-Dame et hissé le drapeau de la municipalité sur le toit de l'hôtel de ville. «La devise de notre ville: "Peut ce que veut". Cela fait deux ans et demi qu'on travaille. C'est une victoire écrasante», a déclaré Daniel Fournier, qui avait dû céder la présidence du comité défusionniste en raison de sa fonction de col bleu.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Une dame âgée de 96 ans dépose son bulletin de vote dans une urne au Westmount High School, à l'occasion du référendum sur les défusions tenu hier.

Louis Miranda déçu

Aussi dans l'est de la ville, le président du comité du oui à Anjou, Luis Miranda, était très amer de voir sa ville lui glisser entre les mains. «Nous aurions gagné si ce n'avait été de la règle des 35 %. Le Parti libéral a voulu se laver les mains rapidement de sa promesse. L'avenir réserve peut-être des surprises pour ces élus-là», a déclaré Luis Miranda. Son opposant, le conseiller Carol Beaupré, était quant à lui étonné de sa victoire. Il a lancé un appel à la réconciliation de tous les Angevins.

Au-delà du clivage qui s'est exprimé hier par les urnes, reste que «90 % des habitants de l'île de Montréal ont décidé de rester dans la nouvelle ville, a expliqué Benoit Labonté, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Bien entendu, on se serait passé de ces référendums. Mais je suis très satisfait des résultats et très optimiste pour Montréal», dont la légitimité n'est nullement à remettre en question. «D'autant qu'avec le Conseil d'agglomération [une mégastructure qui vient désormais chapeauter l'ensemble

des villes fusionnées et défusionnées], Montréal va toujours pouvoir prétendre être une grande métropole», a-t-il ajouté.

Rive sud

Sur la rive sud de Montréal, où quatre des cinq arrondissements se retirent du grand Longueuil, l'atmosphère était à la fête dans les camps défusionnistes. «Enfin le citoyen mérite ce qu'il n'aurait jamais dû perdre», s'est exclamé le leader défusionniste Francine Gadbois, de Boucherville.

«C'est une belle victoire communautaire», a pour sa part déclaré la porte-parole défusionniste de Saint-Bruno de Montarville, Ginette Durocher, qui promet de surveiller la mise en place des comités de transition. Conseiller municipal pour la fusion dans Saint-Lambert, Gilles Grégoire pense que les citoyens pourraient changer d'idée quand ils réaliseront qu'ils sont enclavés dans Longueuil. «Je suis prêt à aller en élection référendaire là-dessus.»

Le Devoir

PERSPECTIVES

Le séparatisme anglo

Oubliions Boucherville, Brossard ou Saint-Bruno: ces petites villes de province n'avaient rien pour devenir des quartiers d'une grande ville. Regardons plutôt le reste du paysage: qu'y trouvons-nous? Des villes nouvelles qui viennent de se donner, à bouts de bras, une légitimité dont elles n'avaient même pas besoin pour exister puisqu'elles formaient déjà des entités relativement homogènes sur leur territoire respectif. Désormais, Québec, Sherbrooke et Gatineau pourront se développer de façon harmonieuse, tous les citoyens partageant les mêmes problèmes, les mêmes défis... et le même compte de taxes.

En revanche, les choses sont très différentes à Montréal, où les citoyens de Saint-Laurent, Anjou et LaSalle ont décidé de rester alors que ceux de Westmount, Mont-Royal, Côte-Saint-Luc, Baie-d'Urfé, Hampstead ou Kirkland ont massivement choisi la séparation. L'ouest anglophone et riche vient de répondre un non catégorique au projet de ville commune. Pour eux, le nom de Montréal était synonyme de dépossession, d'assimilation au grand chaos français. Ils ne partent pas, ils seront là, juste à côté, mais plus isolés que jamais du reste du Québec. Le matin, ils viendront travailler à Montréal, et, le soir, ils retourneront chez eux, qui n'est pas Montréal mais quelque banlieue reliée par un fil imaginaire à Toronto ou Vancouver.

D'accord ou non avec l'approche du gouvernement précédent, force est de reconnaître que de tous les projets de fusion, celui de Montréal était le plus important pour le Québec en ce qu'il visait à regrouper des représentants de toutes les communautés locales au sein d'un même conseil municipal. De ville francophone et catholique, Montréal devenait enfin une ville du monde où chrétiens et juifs, francophones et anglophones partageraient les mêmes problèmes et les mêmes défis. En votant aussi massivement contre Montréal malgré les importants pouvoirs récemment consentis aux arrondissements, les anglophones et leur leader le plus en vue, Peter Trent, viennent de dire non à ce projet d'intégration.

Quant au premier ministre Jean Charest, il savait qu'en permettant ainsi le démembrement de Montréal, il prenait le risque de raviver la tension linguistique. Ce qu'on constate aujourd'hui, c'est qu'il a fait pire: il a présidé à la division cruelle et définitive de Montréal en deux entités distinctes: l'une francophone, l'autre anglophone. Quel incroyable gâchis!

Des régions quasi intactes

Seul Gatineau perd un morceau

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les citoyens des grands centres régionaux ont majoritairement choisi de ne pas faire éclater leurs villes, hier. Contrairement à ce que les sondages laissaient présager, Sherbrooke et Shawinigan n'ont perdu aucune plume, et à Gatineau, c'est une seule des quatre anciennes municipalités qui se sépare de la grande ville. Et encore, par la peau des fesses: Masson-Angers devait compter au moins 2578 votants pour le oui afin de défusionner, il y en a eu 2580, arrachés à la dernière boîte de scrutin dépouillée.

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, s'est dit très soulagé en soirée. Encore secoué par sa funeste descente en rafting de samedi — son embarcation a chaviré et un membre de l'équipage est mort —, le maire a d'abord pris quelques instants pour offrir ses condoléances à la famille de la victime, avant de commenter les résultats d'hier dans Bromptonville, Deauville, Lennoxville et Saint-Élie-d'Orford. «C'est une note qu'on attendait depuis longtemps. On reste une ville unie. Les gens ont choisi Sherbrooke pour l'avenir.» Prenant acte de l'appui qu'ont donné beaucoup de citoyens à la défusion, M. Perrault a reconnu qu'il faudrait maintenant travailler à améliorer les services de proximité.

Gilles Morency, du comité défusion de Saint-Élie, était de son côté fort déçu. En entrevue à la télévision, il a dit s'en remettre à la décision de la population, même s'il pense que celle-ci le regrettera. «C'est sûr qu'il reste de la frustration. Mais ça va passer. Les gens vont se rendre compte que la police, il va falloir la payer pareil, que les services vont continuer à diminuer... Les gens se diront: j'aurais dû, j'aurais donc dû. Mais il sera trop tard.»

La loi, c'est la loi

En Outaouais, le suspense aura duré jusqu'à la fin dans Masson-An-

gers, une petite ville qui regagnera finalement son autonomie. «On est passé tout juste au-dessus de la barre, raconte le conseiller municipal Luc Montreuil, leader des défusionnistes, mais la barre n'est pas tombée. Chaque boîte a été comptée trois fois.» M. Montreuil dit s'attendre à ce que les résultats soient contestés — il y aura d'ailleurs un recomptage. Pour lui, le fait que Masson-Angers est la seule ville à défusionner devrait imposer une réflexion quant à la pertinence d'avoir un conseil d'agglomération dans Gatineau. «Si c'est la chose la plus intelligente à faire, pourquoi pas?»

Le maire de Gatineau, Yves Ducharme, lui répond que la «loi 9, c'est la loi 9. Mais ça n'empêche pas qu'on pourra avoir une structure plus légère pour le conseil [...]». Dans l'ensemble, pour nous, c'est une grande victoire que les sondages et les médias n'avaient pas vue venir. On est très heureux, ça va permettre d'alléger l'atmosphère.»

À Hull, le comité du oui était plutôt désappointé des résultats. «Les gens ne sont pas venus voter, commente Claude Millette. Alors, c'est normal. Si on n'avait pas eu la condition des 35 %, ça aurait donné une bataille plus intéressante. Mais demain, on travaille quand même à bâtir la ville, c'est la volonté populaire.» La conseillère Jocelyne Houle, qui elle militait pour le non, était pour sa part ravie du scrutin. «L'information a bien circulé et les gens se sont rendu compte qu'il était préférable de regarder en avant.»

Du côté de Shawinigan, alors que la mairesse Lise Landry s'est dite convaincue que son «cri du cœur» en faveur de la grande ville avait porté ses fruits, la militante défusionniste Linda Lafrenière a plutôt montré du doigt la règle des 35 % pour expliquer la défaite. «C'est une norme qui n'existe pas dans un scrutin normal. Nous aurions eu quatre victoires sans ce seuil. La Ville devra en tenir compte. Mais on respecte le processus légitime.»

Le Devoir

MONTRÉAL			
SECTEURS	DÉFUSION	% OUI	+/- 35 % *
Anjou	NON	57,03 %	26,47 %
Baie-d'Urfé	OUI	92,94 %	72,80 %
Beaconsfield	OUI	80,33 %	45,43 %
Côte-Saint-Luc	OUI	87,04 %	40,43 %
Dollard-des-Ormeaux	OUI	85,21 %	37,36 %
Dorval	OUI	76,80 %	41,41 %
Hampstead	OUI	90,41 %	47,21 %
Kirkland	OUI	87,63 %	47,32 %
LaSalle	NON	61,03 %	20,39 %
L'Île-Bizard	NON	63,53 %	33,68 %
L'Île-Dorval	OUI	75,51 %	74,00 %
Montréal-Est	OUI	84,51 %	45,16 %
Montréal-Ouest	OUI	82,62 %	47,52 %
Mont-Royal	OUI	81,82 %	41,69 %
Pierrefonds	NON	70,17 %	24,87 %
Pointe-Claire	OUI	89,28 %	52,75 %
Roxboro	NON	67,40 %	33,36 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	OUI	82,26 %	47,68 %
Sainte-Geneviève	NON	65,65 %	21,49 %
Saint-Laurent	NON	75,25 %	28,57 %
Senneville	OUI	93,42 %	73,63 %
Westmount	OUI	92,11 %	52,56 %

LONGUEUIL			
SECTEURS	DÉFUSION	% OUI	+/- 35 % *
Boucherville	OUI	75,66 %	47,95 %
Brossard	OUI	81,02 %	38,90 %
Greenfield Park	NON	65,50 %	27,35 %
Saint-Bruno-de-Montarville	OUI	72,04 %	47,61 %
Saint-Lambert	OUI	69,71 %	41,40 %


SHERBROOKE			
SECTEURS	DÉFUSION	% OUI	+/- 35 % *
Bromptonville	NON	38,65 %	20,01 %
Deauville	NON	55,11 %	26,11 %
Lennoxville	NON	52,49 %	18,56 %
Saint-Élie-d'Orford	NON	47,81 %	23,33 %

* Le vote défusionniste devait représenter plus de 35 % des électeurs inscrits pour que le oui l'emporte.

QUÉBEC			
SECTEURS	DÉFUSION	% OUI	+/- 35 % *
Beauport	NON	46,18 %	19,44 %
Cap-Rouge	NON	39,00 %	22,48 %
Charlesbourg	NON	43,30 %	18,50 %
Lac-Saint-Charles	NON	66,44 %	29,86 %
L'Ancienne-Lorette	OUI	67,07 %	40,94 %
Loretteville	NON	33,62 %	14,35 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	OUI	62,45 %	38,40 %
Saint-Émile	NON	49,99 %	21,16 %
Sillery	NON	51,48 %	33,56 %
Sainte-Foy	NON	52,29 %	28,43 %
Val-Bélair	NON	49,76 %	18,68 %
Vanier	NON	61,37 %	23,19 %

GATINEAU			
SECTEURS	DÉFUSION	% OUI	+/- 35 % *
Aylmer	NON	57,98 %	26,44 %
Buckingham	NON	41,77 %	20,27 %
Hull	NON	39,65 %	15,71 %
Masson-Angers	OUI	66,63 %	35,04 %

SHAWINIGAN			
SECTEURS	DÉFUSION	% OUI	+/- 35 % *
Grand-Mère	NON	51,14 %	25,42 %
Lac-à-la-Tortue	NON	56,77 %	31,47 %
Saint-Georges	NON	50,87 %	26,47 %
Saint-Gérard-des-Laurentides	NON	50,57 %	27,71 %
Saint-Jean-des-Piles	NON	31,32 %	18,32 %



Marie DOUVILLE
Sous la direction de Jean-Marie DEBUNNE

La tradition chrétienne

Éthique et culture religieuse pour la 4^e et 5^e secondaire

64 pages - 15,95 \$

Les Éditions LA PENSÉE inc.
(514) 848-9042

En vente dans toutes les librairies

ÉLECTIONS 2004

Gouverner au jour le jour

Au Canada, aucune province n'a autant d'expérience en matière de gouvernement minoritaire que l'Ontario.

De 1985 à 1987, le libéral David Peterson a administré la province sur la foi d'un pacte avec le NPD qui balisait clairement l'action législative du gouvernement. Mais, entre 1975 et 1981, le conservateur William Davis a dirigé deux gouvernements minoritaires successifs sans conclure d'entente officielle avec l'un ou l'autre des partis d'opposition à Queen's Park. Pendant six ans, il a plutôt navigué à vue, s'appuyant au cas par cas soit sur le NPD, soit sur le Parti libéral pour faire passer ses projets de loi.

Si, comme le laissent entendre les sondages, le Canada se retrouve avec un gouvernement minoritaire la semaine prochaine, c'est la formule Davis qui a le plus de chances d'être celle que retiendra le prochain gouvernement.

Parmi les quatre partis fédéraux, le NPD et les libéraux seraient les seuls susceptibles d'en arriver à des arrangements plus officiels, mais la somme de leurs deux caucuses, le 29 juin au matin, pourrait bien ne pas égaler la majorité des voix aux Communes. Du coup, ni l'un ni l'autre n'aurait intérêt à se mettre dans la camisole de force d'une coalition.

Sans égard à qui, de Paul Martin ou Stephen Harper, se retrouvera premier ministre à la fin du mois, l'obligation de composer avec une opposition majoritaire aurait un impact déterminant sur toutes les facettes de l'action gouvernementale. En voici un échantillon:

■ **Le bouclier antiterroriste:** le Bloc et le NPD sont farouchement opposés à une participation canadienne à ce projet américain. Mais cela ne signifie pas qu'un gouvernement fédéral minoritaire devrait automatiquement y renoncer. Les libéraux, qui ont déjà officiellement convenu de s'engager dans des discussions exploratoires sur la question, pourraient compter sur l'appui des conservateurs pour donner suite à leurs intentions. À l'inverse, un gouvernement conservateur minoritaire s'attendrait normalement à ce que l'opposition libérale ne lui bloque pas la voie de discussions avec Washington à ce sujet.

■ **Le registre des armes à feu:** Paul Martin veut le maintenir tandis que Stephen Harper a promis de l'abolir, ce en quoi il aurait le soutien du NPD qui n'a jamais appuyé le registre. C'est donc vraisemblablement le Bloc qui aurait le dernier mot. Le parti de Gilles Duceppe avait appuyé la création du registre, mais ses coûts galopants lui inspirent de plus en plus de réserves.

■ **Le mariage gai:** d'une façon ou d'une autre, le prochain Parlement devra se prononcer sur la question, soit sous forme d'un vote libre, comme le promet Stephen Harper, ou pour approuver le projet de loi libéral qui est actuellement à l'étude en Cour suprême. Personne ne devrait présumer de l'issue de ce vote. Il y aura certainement davantage de conservateurs aux Communes après le 28 juin mais plusieurs d'entre eux remplaceront des députés libéraux opposés au mariage gai. Les sondages permettent également de prévoir une augmentation de la députation bloquiste et néo-dé-

mocrate, généralement acquise au concept de l'égalité des couples gays.

■ **La clause nonobstant:** si le Parlement rejetait le mariage gai, Stephen Harper pourrait devoir se prévaloir de cette disposition de la Constitution pour mettre la définition traditionnelle du mariage à l'abri des contestations judiciaires. Mais un gouvernement conservateur minoritaire ne pourrait compter ni sur le NPD ni sur le PLC pour arriver à ses fins. Et même si le Bloc n'a pas d'objections de principe au recours à la clause nonobstant, il n'en appuierait pas l'utilisation pour bannir le mariage gai.

■ **Le protocole de Kyoto:** un gouvernement conservateur minoritaire ne trouverait aucun appui dans l'opposition pour abandonner ce traité international.

■ **Un programme national de garde d'enfants:** un gouvernement libéral minoritaire pourrait compter sur le Bloc et le NPD pour mettre à exécution son projet de financer des milliers de nouvelles places en garderies au cours du prochain mandat.

■ **Un Sénat élu:** un gouvernement conservateur minoritaire pourrait se passer de la permission du Parlement pour nommer des élus à la Chambre haute, mais seulement à la condition de s'en remettre au bon vouloir des provinces pour les faire élire, puisqu'un processus fédéral requerrait des mesures législatives fédérales. L'Alberta et le Nouveau-Brunswick sont tout à fait disposés à présider à ce genre de scrutin, le Québec beaucoup moins.

■ **Un accroissement du budget de la défense:** un gouvernement conservateur minoritaire devrait réviser à la baisse ses projections de dépenses militaires, jugées exorbitantes par les autres partis.

■ **La santé:** un gouvernement libéral minoritaire pourrait compter sur le NPD dans ses affrontements avec une ou des provinces au sujet du respect de la Loi canadienne de la santé. Mais l'appui du Bloc et du Parti conservateur ne lui serait pas acquis surtout si le Québec ou l'Alberta étaient en cause.

■ **Des baisses d'impôts:** elles sont au cœur du programme conservateur, mais les libéraux et les néo-démocrates n'en pensent pas de bien, et le Bloc ne les aime pas beaucoup non plus. Tout cela porte à croire qu'un gouvernement minoritaire conservateur ne survivrait pas à son premier budget. Mais les autres partis voudraient-ils vraiment retourner en campagne électorale sur la foi de leur refus collectif de baisser les impôts de la classe moyenne?

En fait, un gouvernement libéral minoritaire choisirait probablement de mourir au champ d'honneur de la défense du régime canadien d'assurance maladie dans l'espoir de ressusciter avec une majorité aux élections qui suivraient tandis que, pour les mêmes raisons électoralistes, un gouvernement conservateur minoritaire s'immolerait sans doute sur l'autel des baisses d'impôt.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.



Chantal Hébert

D'anciens néo-démocrates attaquent Jack Layton

Oshawa, Ontario — D'ex-néo-démocrates ont dénoncé hier le refus initial de Jack Layton de dire ce qu'il ferait dans le cas de l'élection d'un gouvernement minoritaire.

Dans une lettre ouverte signée par cinq anciens néo-démocrates devenus candidats libéraux, ceux-ci reprochent au leader du Nouveau Parti démocratique d'avoir «cavalièrement fait fi» des électeurs progressistes et de vouloir «le pouvoir à tout prix». Ils jugent «répréhensible» que M. Layton n'ait pas immédiatement rejeté toute possibilité de travailler avec les conservateurs.

Parmi les signataires de la lettre figure l'ex-premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique, Ujjal Dosanjh.

Vendredi, interrogé par un jour-

naliste, M. Layton n'avait pas écarté la possibilité de collaborer avec le chef conservateur Stephen Harper si les Canadiens élaient un gouvernement minoritaire, le 28 juin. Plus tard, le même jour, il a désavoué ses propos, soutenant que le NPD n'avait rien en commun avec les conservateurs.

M. Layton a réagi à la lettre en affirmant que ce devait être une plaisanterie. La position du NPD est «claire comme du cristal», a-t-il dit aux journalistes à sa sortie d'une activité électorale à Oshawa, en Ontario.

Par ailleurs, M. Layton s'est dit d'avis que les néo-démocrates et le Bloc québécois avaient suffisamment de choses en commun pour que, avec leurs résultats combinés aux élections de la semaine prochaine, ils puissent imposer des

dossiers importants pour la gauche, et ce, peu importe le parti au pouvoir.

Les deux partis ne s'entendent pas sur l'avenir du Québec, mais partagent des positions semblables sur plusieurs questions sociales et économiques, a déclaré M. Layton au cours d'une interview accordée à la Presse canadienne, le week-end dernier.

La gauche canadienne — le NPD et le Bloc — n'aura pas joué d'autant d'influence sur le gouvernement depuis des années, prédit-il. «Sur des questions comme le Protocole de Kyoto, le mariage de conjoints de même sexe ou le règlement du problème du déséquilibre fiscal, je pense qu'il y a d'intéressantes synergies qui se dessinent», dit-il.

Presse canadienne

Un éventuel cabinet Harper, tout un casse-tête

JIM BROWN

Otawa — À moins d'un revirement imprévisible, le chef conservateur Stephen Harper pourrait devoir affronter un sérieux problème de représentativité québécoise et féminine dans la composition de son conseil des ministres au lendemain d'une victoire électorale.

Les stratèges du PCC avouent en privé que le caucus post-28 juin sera riche en talents de l'Ouest et de l'Atlantique, voire sans aucune voix du Québec.

Par ailleurs, il devra équilibrer les portefeuilles entre les anciens tenants de l'Alliance canadienne et du Reform ainsi que ceux du défunt Parti progressiste-conservateur.

Il reste néanmoins quelques nominations faciles. Par exemple, l'ancien chef du PC, Peter MacKay, de la Nouvelle-Écosse, deviendrait

presque certainement vice-premier ministre. Certaines sources lui attribuent aussi la Sécurité publique.

Un ancien ministre tory de l'Ontario, Tony Clement, ancien rival de M. Harper dans la course à la direction, obtiendrait à coup sûr un poste clé, vraisemblablement la Santé.

Seulement 11 % de l'équipe conservatrice est constituée de candidates. Belinda Stronach, elle aussi ancienne prétendante à la direction du parti, devrait obtenir un poste de ministre si elle remporte la victoire dans sa circonscription, près de Toronto. Ses partisans la voient à l'Industrie ou au Commerce. Mais elle demeure une néophyte en politique, et il pourrait y avoir apparence de conflit d'intérêts puisqu'elle est à la tête d'un empire spécialisé dans les pièces d'auto, Magna International. M. Harper voudrait éviter de tels rapprochements, lui qui a dénoncé les liens

du libéral Paul Martin avec la Canada Steamship Lines.

Un autre aspirant: Stockwell Day, ancien chef de l'Alliance qui, par ses gaffes, a fait capoter son parti au scrutin de 2000. Il a fait son purgatoire à titre de critique en matière d'affaires étrangères et mériterait assurément un poste, mais pas nécessairement aux Affaires étrangères. Diane Ablonczy, de Calgary, une des rares vedettes féminines de l'ancienne Alliance canadienne, pourrait hériter de l'Immigration ou des Ressources humaines.

La grande variable inconnue demeure le Québec, où les chances d'élection de candidats conservateurs sont minces. M. Harper pourrait tenter de débaucher trois anciens conservateurs passés chez les libéraux, soit David Price, André Harvey et Diane St-Jacques.

Presse canadienne

REDRESSEMENT DE LA SITUATION À LA SUITE DE LA RÉCENTE RUPTURE DANS LE TRAITEMENT DE NOS OPÉRATIONS.

Nous sommes heureux de vous annoncer que RBC a repris ses activités normales. Voici maintenant des réponses à vos questions.

LES FRAIS SONT-ILS REMBOURSÉS AUTOMATIQUEMENT ?

Oui, dans la plupart des cas. Le 8 juin, nous avons commencé à rembourser automatiquement, dans la mesure du possible, les frais de service et les intérêts sur découvert imputés aux clients de RBC en raison de la récente rupture dans le traitement de nos opérations. La majorité des redressements devraient être terminés au plus tard le 30 juin. Après cette date, veuillez nous aviser si vous constatez que certains de ces frais ne vous ont pas été remboursés. Communiquez avec votre succursale ou votre Centre d'affaires, ou composez le **1-800-ROYAL® 1-1 (1 800 769-2511)**. D'autres institutions financières ont mis sur pied des mesures similaires à l'intention de leurs clients. Si vous êtes client d'une autre institution et croyez que la rupture vous a touché, veuillez prendre contact avec votre institution financière.

EST-CE QU'ON ME REMBOURSE LES AUTRES COÛTS QUI M'ONT ÉTÉ IMPUTÉS ?

Nous assurerons le remboursement des frais et des pertes justifiés résultant directement de la rupture dans le traitement de nos opérations.

Voici comment nous procéderons : à compter du 21 juin 2004, les clients de RBC et ceux des autres institutions financières pourront obtenir une formule de demande de remboursement dans les succursales de RBC Banque Royale ou dans les Centres d'affaires, ou encore en composant le **1-800-ROYAL 1-1 (1 800 769-2511)**. Cette formule en format PDF pourra également être téléchargée au www.rbc.com/infoclients.

Dans le cas des réclamations allant jusqu'à 100 \$, les formules de demande de remboursement et les documents justificatifs présentés par les clients de RBC à leur succursale seront traités sur place. Nos employés fourniront toute l'aide nécessaire pour la soumission des demandes.

Dans le cas des autres réclamations, il suffit d'envoyer la formule de demande de remboursement remplie ainsi que les documents justificatifs à une succursale de RBC Banque Royale ou à un Centre d'affaires, qui se chargeront de les faire suivre. Il est aussi possible de les poster directement à l'adresse suivante :

Processus de demande de remboursement et de dédommagement
– Interruption de traitement à RBC
Administrateur des demandes de remboursement
CP 517
Waterloo (Ontario)
N2J 4A9

Afin de vous donner suffisamment de temps pour rassembler tous les renseignements requis, la date limite de soumission des demandes de remboursement a été fixée au **30 septembre 2004**.

Une fois de plus, nous, de RBC Groupe Financier, tenons à vous faire part de toute notre reconnaissance pour la patience et la compréhension dont vous avez fait preuve au cours de cette interruption de service. Nous saluons par ailleurs nos employés et ceux des autres institutions financières, qui poursuivent leurs efforts afin de redresser la situation.



RBC
Groupe
Financier

ACTUALITÉS

BILINGUISME

SUITE DE LA PAGE 1

En entrevue à la Presse canadienne samedi, l'attaché de presse du chef conservateur, Dimitri Soudas, affirmait pourtant que l'abolition de la loi en question rétablirait l'équité entre les compagnies aériennes. «*Air Canada a certainement une clientèle bilingue. C'est son choix de décider d'offrir des services bilingues, et nous espérons qu'il le fera*», ajoutait-il alors. En entrevue au *Devoir* hier, M. Soudas a expliqué qu'il n'était pas au courant de tous les détails de la position que son parti avait prise samedi soir, précisant pourtant que cette orientation était déjà connue avant la campagne électorale.

C'est la deuxième fois que l'épineuse question du bilinguisme vient hanter les conservateurs. Lors de la première semaine de campagne, Stephen Harper avait dû démettre son porte-parole en matière de langues officielles, Scott Reid, lequel avait dit souhaiter revoir la Loi sur les langues officielles et mettre fin à l'obligation d'offrir des services en français d'un bout à l'autre du pays.

De passage à Terre-Neuve hier, Stephen Harper promettait que toutes les compagnies aériennes seraient tenues d'offrir des services dans les deux langues, ce qui s'inscrit dans la lignée des demandes formulées par Air Canada. Il a cependant confirmé que la compagnie aérienne, aux prises avec d'importantes difficultés budgétaires, ne serait plus tenue de maintenir son siège social à Montréal, ajoutant que la société n'avait pas manifesté son intention de déménager ses bureaux sis dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

«*La véritable question, c'est la politique des libéraux sur les compagnies aériennes. De nombreuses compagnies aériennes ont fait faillite sous le gouvernement libéral. Air Canada s'est placée sous la protection de la loi sur les faillites sous les libéraux*», a poursuivi le chef conservateur, qui prône par ailleurs une réduction des subventions aux entreprises.

«Ridicule», selon Martin

En entrevue au *Devoir* en soirée, le chef libéral Paul Martin s'est moqué de la position conservatrice: «*La Loi sur les langues officielles, cela veut dire là où le nombre le justifie. Cela veut dire que, dans l'aviation qui va partir de Montréal pour Vancouver, les annonces vont être en français entre Montréal et Ottawa et peut-être même entre Ottawa et Sudbury et, tout à coup, quand vous survolez Regina; ce ne sera plus nécessaire de parler français. C'est ridicule*». Rappelant que la société avait été créée grâce à l'argent des contribuables, il a souligné qu'il était normal qu'elle soit soumise à certaines obligations quant au bilinguisme et à la localisation de son siège social.

Tout au long de la journée, le chef libéral s'est employé à exploiter le filon: «*Jamais je n'aurais pensé voir un chef d'un parti politique comme Stephen Harper exprimer publiquement une ambiguïté en ce qui concerne les langues officielles, exprimer une ambiguïté en ce qui concerne les minorités linguistiques*», a déclaré plus tôt M. Martin lors d'un rassemblement partisan tenu à Orléans, un quartier plutôt francophone d'Ottawa.

Pour bien marquer le coup, l'équipe libérale a aussi aligné les candidats-vedettes montréalais — Lucienne Robillard, Jean Lapierre, Denis Coderre et Stéphane Dion — devant le siège social d'Air Canada à Montréal pour crier à la fin du bilinguisme. «*Il a peut-être congeillé son cortège aux langues officielles, mais il a laissé toutes les portes ouvertes. Maintenant on comprend pourquoi*», a déclaré le ministre responsable des langues officielles, Pierre Pettigrew, en assurant que son parti maintiendrait les exigences linguistiques envers le transporteur aérien et s'assurerait que le siège social demeure à Montréal.

Le candidat de Saint-Laurent-Cartierville, Stéphane Dion, a fait valoir que les compressions dans les subventions aux entreprises prônées par les conservateurs seraient néfastes à des compagnies comme Bombardier ou Air Canada. «*Les gouvernements des autres pays appuient leurs champions. Si nous laissons tomber nos champions, ils ne pourront plus concurrencer à armes égales*».

Le Bloc québécois a de son côté prévenu les conservateurs qu'il ne faudrait surtout pas compter sur son appui pour mettre fin au bilinguisme à Air Canada, une idée qui n'a «aucun sens». Cette controverse traduit bien, selon Gilles Duceppe, le manque de connaissance de la réalité québécoise dont font preuve les conservateurs.

Avec la collaboration de Manon Cornellier et de la Presse canadienne

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec.

MONTRÉAL

SUITE DE LA PAGE 1

Anjou a aussi choisi de rester dans Montréal, tout comme Sainte-Geneviève et L'Île-Bizard ainsi que les grands secteurs de Saint-Laurent et LaSalle.

Rappelons que selon les règles fixées par la loi 9, le oui ne pouvait l'emporter que si le nombre de voix en faveur de la reconstitution d'une ex-ville était de 50 % plus un vote et si cette même majorité représentait au moins 35 % des électeurs inscrits de l'ancienne ville. Dans le camp défusionniste, ces règles ont été constamment critiquées pendant la campagne. On y a vu une astuce de la part du gouvernement Charest en vue d'«empêcher les gens de récupérer leur ville», comme l'a souligné le porte-parole défusionniste Peter Trent hier.

Bonne nouvelle

Commentant les résultats, Gérard Tremblay s'est montré extrêmement positif, même trop au regard de plusieurs observateurs, qui se sont demandé si le maire était «sur la même planète que nous». Mais selon le maire, il y a une «bonne nouvelle» puisque 87 % de la population de l'île, représentant 1 600 000 habitants, a choisi Montréal. «*Montréal est plus fort qu'avant les fusions*», a-t-il déclaré. Il a dit respecter la décision «démocratique» de ceux qui ont opté pour la défusion mais, selon lui, les vrais gagnants sont ceux qui «restent dans la grande ville». Entre autres grâce au modèle de décentralisation qui permettra selon lui aux arrondissements de cultiver leur identité tout en participant au grand tout. L'unité dans la diversité, est son mome.

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE 1

L'ancienne-Lorette et Saint-Augustin étaient considérés comme des bastions défusionnistes depuis le début du processus des défusions municipales.

Or, à la surprise générale, Sillery, un autre de ces châteaux forts, demeure dans la grande ville, mais de justesse. Le oui a frôlé la victoire... avec 51,48 % des voix. Le hic, c'est que les citoyens ayant choisi cette option ne représentent que 33,56 % des électeurs inscrits. Les défusionnistes sont passés à un cheveu de respecter le seuil de 35 %. Ce résultat est d'autant plus surprenant — et la défaite du oui d'autant plus amère — que l'un des principaux leaders défusionnistes, Simon Wilson, du Comité des citoyens de banlieue, provient de Sillery et a mené une lutte acharnée. C'est à Sillery que le taux de participation a été le plus élevé, atteignant presque les 66 %.

Tout comme à Sillery, si les citoyens de Sainte-Foy, Lac-Saint-Charles et Vanier ont majoritairement opté pour le démembrement — le oui y a respectivement amassé 52,3 %, 66,4 % et 61,4 % des voix —, le seuil de 35 % n'a pas été franchi. En vertu de la loi 9, le nombre de votes en faveur de la défusion doit représenter plus de 50 % des suffrages exprimés, mais au moins 35 % des électeurs inscrits sur la liste électorale d'une ancienne municipalité doivent opter pour le démembrement afin que celui-ci soit reconnu. Il n'y a donc pas défusion dans ces deux villes. Les défusionnistes ne sont pas parvenus à mobiliser suffisamment leurs troupes. Ce revirement de situation constitue un foyer potentiel de contestation des règles édictées par la loi 9 du gouvernement Charest. Le facteur déterminant des référendums d'hier est sans aucun doute cette fameuse règle des 35 %.

Ailleurs, les référendums d'hier ont illustré une adhésion des citoyens à la grande ville de Québec. Le non l'a emporté à Loretteville (66,4 %), Cap-Rouge (61 %), Charlesbourg (56,7 %), Beauport (53,8 %), Val-Bélair

RAMADAN

SUITE DE LA PAGE 1

Cet écartèlement, le charismatique Tariq Ramadan, car il a une gueule éminemment médiatique, l'incarne pour ainsi dire. «*Pour un certain nombre de personnes, pratiquer, c'est déjà être fondamentaliste, dit-il. Oui, je pratique ma religion et j'en suis fier. Je suis un citoyen pratiquant. Et un musulman laïque*».

Le petit-fils de...

Suspicion principale: né en Suisse en 1962, il est le petit-fils d'Hassan el-Banna, fondateur et Guide suprême de la puissante confrérie fondamentaliste des Frères musulmans, en 1928, en Egypte. Cette filiation le suit partout, que ce soit par méfiance ou par admiration.

Chassé d'Égypte, son père Saïd Ramadan, décédé en 1995, fut un leader clé de la confrérie. Il a participé en 1961 à la fondation en Arabie Saoudite de la Ligue islamique mondiale chargée de diffuser la foi islamique dans le monde. Un peu plus tard la même année, il fonda en Suisse, où il venait d'émigrer, le Centre islamique de Genève, dont le conseil d'administration comprend aujourd'hui encore tous les membres de la famille, y compris sa mère, Wafa, fille du Guide suprême assassiné en 1949.

Des rumeurs, qui sont le fait des services de renseignement suisses et français, affirment que le Centre a servi de lieu de rendez-vous à des membres du GIA algérien; que, par ramifications indirectes, on pourrait relier le Ramadan au financement d'Oussama ben Laden; et que les Frères musulmans ont demandé à Tariq d'être leur représentant en Europe et d'y faire œuvre de prosélytisme.

M. Ramadan récusé les accusations que sous-entendent ces accointances. «*Une dimension de la suspicion, c'est: "il est le petit-fils de". Comme si la pensée était génétique, horizontalement et verticalement*». Dans une entrevue publiée fin 2001 dans la revue *L'Histoire*, il dénonçait du reste la «lecture littérale»

M. Tremblay a dit souhaiter une transition en douceur, affirmant aussi espérer que le gouvernement mette en place les comités de transition le plus vite possible pour «passer à une autre étape», a-t-il déclaré, visiblement satisfait de tourner la page. En fin de semaine, il avait répété à plusieurs reprises: «*Il est temps que ça finisse*».

Dans les secteurs où le oui l'a emporté, un comité de transition sera mis sur pied afin de préparer des élections en novembre 2005. Mais certains prétendent que des voix pourraient s'élever afin de réclamer des élections anticipées. Certaines sources prétendent que le chef de l'opposition, Pierre Bourque, pourrait le faire dès ce matin.

En principe, les villes seraient reconstituées le 1^{er} janvier 2006. Mais comme le faisait remarquer l'attachée de presse du maire, Christiane Miville-Deschênes, il est difficile de dire à quoi le conseil d'agglomération, qui chapeautera la ville résiduaire et les villes reconstituées, ressemblera exactement: «*Il n'y a pas encore de loi constitutive*».

Pierre Bourque, qui s'était fait le promoteur de l'idée «une île, une ville», affichait une tête d'enterrement hier, s'affirmant «très très triste de voir disparaître un rêve d'unir les Montréalais». Lui qui avait promis de «diver Montréal-Est» a affirmé que tout le monde est «coupable de ne pas avoir réussi». Mais il a toutefois tenu à dire que Gérard Tremblay était particulièrement responsable d'avoir organisé une «alliance contre nature» avec les forces défusionnistes pour obtenir le pouvoir, des défusionnistes qui ont trahi le maire Tremblay à la première occasion pour aller démembrer Montréal.

Longueuil

À Longueuil, sur cinq secteurs, seul Greenfield Park

(50,2 %) et Saint-Émile (50,01 %). Les citoyens ont préféré le statu quo. Il s'agit d'un revers pour le chef de l'Action civique, Jacques Langlois. Cet ancien maire de Beauport a milité en faveur du démembrement tout au long de la campagne référendaire. Il a affronté le maire Jean-Paul L'Allier lors de deux débats télévisés.

À Lévis, parmi les quatre arrondissements où un référendum s'est tenu, les citoyens de Charny et Saint-Rédempteur ont rejeté la défusion et choisi de rester dans la grande ville. À Saint-Nicolas, la majorité des citoyens ont voté en faveur du démembrement (54 %) mais n'ont pas atteint le seuil crucial de 35 % (27 %). Saint-Étienne est dans la même situation.

À Sherbrooke, Bromptonville a voté majoritairement non; Saint-Élie-d'Orford aussi. Si Deauville et Lennoxville ont voté oui aux défusions, elles n'ont pas réussi à atteindre le seuil des 35 %, avec des taux respectifs de 26,11 % et 18,56 %.

L'Allier est satisfait

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a accueilli avec un enthousiasme débordant les résultats d'hier. «*Je suis fier des gens de toute la grande ville de Québec ce soir. Ils nous motivent*», a-t-il lancé, tout sourire, à la chapelle du Musée de l'Amérique française, hier soir.

«*Je voudrais féliciter les citoyens qui ont choisi, dans le cadre rigoureux de la loi 9, de se faire confiance et de faire confiance à ceux qui sont les élus car l'enjeu pour eux est de se tourner vers l'avenir, de récupérer toutes ces énergies qui, trop souvent, ont été consacrées aux tensions, aux concurrences et à tout autre chose que le développement*», a-t-il ajouté.

Fort des résultats d'hier, Jean-Paul L'Allier a indiqué qu'il faut «tourner la page». «*Il faut que l'on recrée les liens de confiance qui ont pu être amoindris par la présente campagne*», a-t-il dit. Même si deux anciennes villes de banlieue quittent la grande ville, il estime que les dommages sont limités. «*On a failli retourner dans un contexte de chicanes permanentes où les intérêts locaux et communs auraient été mis en opposition*», a-t-il laissé tomber.

Le non a peut-être dominé à Québec, mais quelque 54 638 citoyens ont tout de même opté pour le oui, donc

est resté dans le giron de la grande ville. Boucherville, Saint-Bruno, Brossard et Saint-Lambert l'ont quitté. Le maire Jacques Olivier a semblé décontenancé par ces résultats, livrant un discours quelque peu confus. Lui-même citoyen d'une ville (Saint-Bruno) qui a opté pour la défusion, il a exprimé sa surprise de voir Brossard partir, surtout que c'est là qu'est sis l'hôtel de ville du Grand Longueuil. M. Olivier, qui avait récemment affirmé ne pas être certain de sa légitimité après un certain nombre de défusions, a cette fois-ci déclaré qu'il allait «administrer» le mieux possible la ville démembrée au cours des 15 prochains mois. Il a souligné qu'avec Greenfield Park, la ville centre obtiendrait 61 % des votes au futur conseil d'agglomération.

À Gatineau, seul Masson-Angers a réussi à respecter les deux conditions de défusion, mais un recomptage est à prévoir. Par ailleurs, il y a bien eu une majorité de oui à Aylmer, mais ce camp n'a pas réussi à franchir le seuil des 35 %. À Buckingham et à Hull, le non l'a emporté par une forte majorité.

En Mauricie, Shawinigan restera tel quel lui aussi. Les défusionnistes de Lac-à-la-Tortue, Saint-Georges et Saint-Gérard-des-Laurentides ont voté en plus grand nombre que leurs opposants, mais pas assez pour atteindre les 35 % requis. À Saint-Jean-des-Piles, le non a recueilli près de 70 % des voix. À Grand-Mère, les deux camps sont arrivés à égalité au fil d'arrivée, mais là encore, le seuil des 35 % a fait la différence.

Participation

La participation au scrutin a été passablement élevée pour un scrutin municipal, dépassant le taux de 50 % dans plusieurs secteurs. Les électeurs ont commencé très tôt hier à affluer aux bureaux de scrutin.

Le Devoir

pour la défusion, dans les dix anciennes villes de banlieue qui restent dans la grande ville. Le maire L'Allier a semblé y voir un message. «*Je pense que les gens nous lisent: "Allons-y, mais pas trop vite, pas trop loin"*». Mais en même temps, il faut aller loin, et vite. Et on va le faire avec la population», a-t-il dit. Vendredi, Jean-Paul L'Allier se disait confiant de garder intacte la grande ville, même s'il avait reconnu quelques jours plus tôt que Sillery, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin étaient susceptibles de claquer la porte.

L'ancienne mairesse de Sainte-Foy et militante défusionniste Andrée Boucher a déploré que la règle des 35 % ait empêché plusieurs anciennes villes, dont la sienne, de défusionner. «*Ce soir, c'est le monde à l'envers. Les perdants gagnent et les gagnants perdent*», a-t-elle dit, frustrée à cause d'un processus qui a été «mal bâti et mal parti», selon elle. «*Il faudra que la vie continue et que les maires des villes centres soient respectueux des citoyens*», a-t-elle ajouté. Ce week-end, Mme Boucher affirmait que de huit à dix anciennes villes défusionneraient. Cette animatrice de radio a fait la promotion du démembrement sur les ondes de son émission tout au long de la campagne référendaire.

Les citoyens ont répondu nombreux à l'appel des comités du oui et du non et se sont rendus massivement dans les 119 bureaux de vote de Québec. Le taux de participation moyen aux référendums dans les douze anciennes villes de banlieue de Québec a atteint les 49,6 %. Les responsables des bureaux de scrutin interrogés par *Le Devoir* ont indiqué que le vote s'est déroulé sans qu'aucun incident majeur ne se soit produit. Les délais d'attente ont été brefs, a-t-on ajouté.

Les résultats d'hier détonnent par rapport à ceux connus lors de la signature des registres. Dans douze des treize anciennes villes — la seule exception étant Québec —, plus de 10 % des électeurs avaient signé les registres et permis la tenue d'un référendum. Cette vague défusionniste qui semblait alors déferler sur Québec laissait croire que cette ville allait se transformer en une ville-gruyère.

Le Devoir

dans nos sociétés laïques de la part d'un homme de facture gauchisante et altermondialiste. «*J'y suis opposé parce que c'est une loi d'exclusion. Il ne faut jamais contraindre une jeune fille à porter le foulard. Mais je ne crois pas que ce soit en l'excluant de l'école qu'on va l'aider à s'en sortir*». C'est en l'intégrant, dit-il, «à un travail critique sur elle-même et sur son environnement». De la même façon, il est contre le fait «d'imposer à une jeune femme de l'enlever».

Plusieurs jugent donc que cet intellectuel brillant brille surtout par son opacité. En matières aussi délicates, son intellectualisme prête flanc à un certain nombre de procès d'intention. Il parle de «laïcité pluraliste», et la lecture sociologique du monde est partout balisée par le religieux et le retour aux «textes». En même temps que se greffent à sa pensée les idées de «vivre ensemble» et d'«universalité de la quête de sens et d'éthique». Il dit souvent: «*L'avenir appartiendra à ceux qui, athées, agnostiques, juifs, chrétiens, musulmans, sauront sortir de leur appartenance pour venir travailler ensemble*».

En entrevue comme en conférence, il s'est en tout cas fait très critique des mondes arabe et musulman. «*Le monde arabe est à la limite un monde momifié, dit-il. On a un vrai problème*». Il critique l'enfermement culturel des diasporas musulmanes, leur tendance au «complexe du minoritaire» et à la «victimisation». Prônant un «féminisme musulman», il dénonce la violence conjugale dans les familles musulmanes, les mariages forcés et «la façon dont on traite nos filles». Il invite son auditoire à plus d'autocritique et à une vie sociale plus participative. Non sans lui souligner qu'«il y a ici plus de liberté d'expression et de sécurité que dans la plupart des pays musulmans».

À partir du mois d'août, il ira enseigner pour un an à l'Université Notre-Dame, dans l'Indiana. «*C'est une réponse cinglante à un certain nombre de propos sur mon double discours, sur mes liens supposés avec des milieux pas très transparents. J'ai fait une demande de visa, je l'ai obtenu. Ça devrait mettre un point final aux soupçons*».

Le Devoir

Toutes nos excuses aux autres qui font leur gros possible...

mazda 6
FAMILIALE - SPORT

À PARTIR DE SEULEMENT 26 995*

...mais c'est Mazda Gabriel qui a celle-là!

Gabriel

Mazda Gabriel
St-Jacques et Décarie
514-484-7777
www.mazdagabriel.com

LES SPORTS

EURO 2004

Expos 4, White Sox 2

Un duel de lanceurs dominé par Montréal

MICHEL LAJEUNESSE

Après un déluge de points qui s'était soldé par une victoire de 17-14 des Expos samedi, voilà que les Expos ont remporté un duel de lanceurs hier au Stade olympique, disposant des White Sox de Chicago 4 à 2.

C'est un circuit de deux points d'Orlando Cabrera après un retrait en fin de neuvième qui a clos le débat. Jose Vidro, qui avait obtenu le seul coup sûr des Expos jusque-là, a obtenu un double dans la dixième, un dur coup que Frank Thomas n'a pu capter.

Cabrera a suivi avec son quatrième circuit, le premier des Expos pour terminer un match depuis le 16 août 2003 contre les Giants. La défaite est allée à la fiche de John Garland (5-4) et c'est Chad Cordero (2-1) qui a hérité du gain.

Même s'il n'a pas pris part à la décision, le droïtier Zach Day a offert une solide performance quand il a limité la puissante machine offensive des White Sox à deux points, dont un seul mérité en huit manches.

Son opposant, Jon Garland avait encore mieux fait jusqu'en neuvième, limitant les Expos à un seul coup sûr au cours des huit premières manches. Garland, qui avait

cedé 14 points et autant de coups sûrs en 10 manches et deux tiers à ses deux derniers départs, était intraitable en début de match hier.

En fait, il a été parfait au cours des cinq premières manches. Ce n'est qu'après un retrait en sixième qu'il a permis à un premier coureur des Expos d'atteindre les sentiers quand il a donné un but sur balles à Andy Chavez. Day a ensuite déposé l'amortir et Garland a permis aux Expos de remplir les buts en donnant des passes gratuites à Brad Wilkerson et au frappeur suppléant Terrmel Sledge. C'est alors que les Expos ont obtenu leur premier coup sûr, un simple au centre de Vidro qui portait la marque 2-1. Les White Sox avaient marqué les premiers en deuxième manche grâce à des simples de Jose Valentin et Aaron Rowand, une erreur de Vidro et un roulant à l'avant-champ de Ross Gload.

Day a permis aux White Sox de créer l'égalité en début de septième quand il a cédé à Valentin son 12^e circuit de la saison. Day a offert un départ de qualité aux Expos quand il a espacé huit coups sûrs et n'a cédé que deux points, dont un seul mérité en huit manches.



Presse canadienne

Grand Prix des États-Unis

Une course folle signée Ferrari

Indianapolis — Michael Schumacher, a remporté le Grand Prix des États-Unis, neuvième épreuve du Championnat du monde de Formule 1, hier sur le circuit d'Indianapolis.

Sur leur lancée du Canada, du début de saison, l'Allemand et Ferrari ont poursuivi leur écrasante domination, le pilote de la Scuderia enlevant sa huitième victoire de l'année, la soixante-dixième de sa carrière, en devançant son coéquipier brésilien Rubens Barrichello et le Japonais Takuma Sato à l'issue d'une course mouvementée.

Avant même le départ, le ton était donné avec Juan Pablo Montoya qui, au dernier moment, s'extirpait de sa monoplace pour rejoindre son stand et prendre sa voiture de réserve. Une manœuvre effectuée hors des délais qui vaudra au Colombien un drapeau noir, la mise hors course. Au départ ensuite, quatre pilotes se trouvaient éliminés au bout de quelques centaines de mètres: Klien, Massa, Pantano et Bruni. Avant que, au 9^e tour, Alonso soit victime d'un accident à la suite d'un dé-

chape de pneu arrière droit.

Le pire cependant arrivait deux tours plus tard avec un spectaculaire sortie de piste de Ralf Schumacher, la Williams-BMW percutant violemment le muret à la sortie de la courbe qui précède la ligne droite des stands. Course une seconde fois neutralisée, Ralf évacué après de longues minutes vers l'hôpital pour des examens de contrôle. Des nouvelles rassurantes étant vite apportées, le duel entre Michael Schumacher et Rubens Barrichello pouvait reprendre.

Le sextuple champion du monde s'est imposé pour un sixième doublé de Ferrari cette saison, devant Sato, Jarno Trulli et Olivier Panis. Ce dernier célébrait son 150^e Grand Prix avec les quatre points de la cinquième place. Derrière, les McLaren-Mercedes de Kimi Raikkonen et David Coulthard terminaient à plus d'un tour devant le Hongrois Zsolt Baumgartner qui marquait son premier point, le premier de la saison pour l'équipe italienne.

Agence France-Presse

Le Portugal envoie l'Espagne en vacances

La Grèce se qualifie pour le second tour

Lisbonne — Le Portugal ne sera pas, après la Belgique, le deuxième pays hôte d'un championnat d'Europe à quitter le tournoi dès le premier tour.

Obligés de battre le voisin espagnol dans un quitte ou double angoissant, les Portugais ont difficilement rempli leur contrat en s'imposant 1-0 grâce à un but de Nuno Gomes pour la première victoire du Portugal sur l'Espagne depuis 23 ans. L'Espagne, en revanche, peut faire ses valises pour le court voyage qui la ramènera au pays. Les Espagnols sont en effet devancés par la Grèce pour la deuxième place qualificative. Le Portugal finit en tête de la poule A et affrontera, jeudi soir, le second de la poule B ou figurent la France et l'Angleterre, les deux favoris pour la qualification au second tour.

Les situations chaudes se multipliaient sur la cage espagnole mais sans véritable danger pour Iker Casillas si ce n'est sur une puissante volée de Jorge Andrade

qui obligeait le portier du Real Madrid à se détendre.

La formation d'Inaki Saez attendait que l'orage passe et jouait en contre. Ricardo, le gardien lusitanien devait sortir hors de sa surface au-devant de Fernando Torres qui avait fait apprécier sa pointe de vitesse aux défenseurs portugais.

C'était le début d'une période plutôt à l'avantage des Espagnols. Raul, bien placé devant la cage, ne pouvait s'amener le ballon sur un centre du vélocé Vicente. Par contre, Juanito qui remplaçait Marchena, suspendu, pouvait décocher une reprise de la tête qui frolait la transversale.

La rentrée de Nuno Gomes à la place de Pedro Pauleta, décevant, s'avérait décisive. De fait, après une tentative hors cadre de Maniche, Gomes profitait d'une feinte de Figo pour inscrire le unique but de la rencontre d'une belle frappe croisée. Dès lors, l'Espagne haussait le ton alors que le Portugal cherchait à enfoncer le clou. Ricardo était sauvé par son poteau sur un tir de

Fernando Torres puis suppléé par son défenseur Ricardo Carvalho sur un lob du rentrant Luque.

La Grèce se qualifie

La Grèce peut respirer. Malgré sa défaite de 2 à 1 encaissée hier face à la Russie dans son ultime rencontre du groupe A de l'Euro 2004, la sélection hellénique s'est qualifiée pour la première fois de son histoire pour les quarts de finale d'une grande compétition.

Les Grecs peuvent remercier les Espagnols qui terminent avec le même nombre de points que les Grecs (4) et la même différence de buts générale (0). Les Grecs se qualifient grâce à leur meilleure attaque, eux qui ont inscrit quatre buts contre deux à la sélection espagnole.

En quarts de finale, le Portugal rencontrera le deuxième du groupe B, celui de la France, et la Grèce affrontera le premier de ce même groupe.

Associated Press

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
Philadelphie	36	31	.537	—
Floride	37	32	.536	—
New York	34	34	.500	2 1/2
Atlanta	32	36	.471	4 1/2
Montréal	22	45	.329	14

Section Centrale				
	G	P	Moy.	Diff.
St. Louis	41	28	.594	—
Chicago	39	30	.565	2
Cincinnati	38	31	.551	3
Milwaukee	35	31	.530	4 1/2
Houston	35	33	.515	5 1/2
Pittsburgh	26	39	.400	13

Section Ouest				
	G	P	Moy.	Diff.
Los Angeles	37	29	.561	—
San Francisco	37	32	.536	1 1/2
San Diego	34	34	.500	4
Arizona	27	42	.391	11 1/2
Colorado	25	43	.368	13

Hier

- Cincinnati 6 St. Louis 0
- Montréal 4 Chicago White Sox 2
- Toronto 3 San Diego 0
- Baltimore 4 Colorado 2
- Chicago Cubs 5 Oakland 3
- Cleveland 5 Atlanta 2
- Houston 3 Anaheim 1
- Minnesota 4 Milwaukee 2
- N.Y. Mets 6 Detroit 1
- Philadelphie 8 Kansas City 2
- San Francisco 4 Boston 0
- Seattle 5 Pittsburgh 4
- Tampa Bay 2 Arizona 1
- Texas 4 Floride 2 (11 manches)
- Los Angeles 5 N.Y. Yankees 4

Aujourd'hui

- Pittsburgh à Houston, 20h05
- Arizona à San Diego, 22h05
- Los Angeles à San Francisco, 22h15
- Oakland à Anaheim, 22h05

La flamme est de retour



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

VINGT-HUIT ANS plus tard, Montréal a revu la flamme olympique, hier, alors que la métropole québécoise accueillait une des 33 étapes du Relais universel de la flamme. Arrivé tôt le matin de New York, le symbole de l'Olympisme a fait un tour de ville d'une soixantaine de kilomètres, porté par 120 citoyens, personnalités (Gérald Tremblay, Marc Garneau, Luck Mervil) ou athlètes (Bruny Surin, Gaëtan Bowcher, Annie Pelletier). Des milliers de Montréalais se sont massés tout au long du parcours. Si les vents forts ont causé un peu de soucis à la torche, éteinte à quelques reprises, on a pu la rallumer dans les règles de l'art et lui permettre de poursuivre son long périple jusqu'à Athènes.

Goosen de nouveau champion au US Open

Southampton — Le Sud-Africain Retief Goosen a remporté hier la 104^e édition de l'US Open, deuxième levée du Grand Chelem de golf 2004, sur le parcours de Southampton (New York).



Retief Goosen

C'est la deuxième victoire de Goosen à l'US Open après celle de 2001. Goosen a rendu une carte finale de 71 pour un total de 276 et deux longueurs d'avance sur l'Américain Phil Mickelson, lauréat du Masters en avril dernier. Un autre Américain, Jeff Maggert, a pris la troisième place à cinq coups du vainqueur.

Le n° 1 mondial américain Tiger Woods, double lauréat de l'épreuve (2000 et 2002), a dû se contenter d'une carte de 76 pour un total de 290, soit à 14 coups de Goosen. Woods reste ainsi sans victoire en Grand Chelem depuis son deuxième sacre à l'US Open.

Le Sud-Africain Ernie Els, autre double vainqueur (1994 et 97), a succombé au dernier parcours, bouclé par une carte de 80 et un total de 287.

Agence France-Presse

EN BREF

Ken Griffey Jr. frappe son 500^e circuit

St. Louis — Ken Griffey Jr. a bouclé le 500^e circuit de sa carrière, hier, devenant ainsi le 20^e joueur de l'histoire du baseball majeur à atteindre une telle marque. Griffey fils a réalisé l'exploit en sixième manche face à Matt Morris des Cardinals de St. Louis. Griffey a amorcé cette manche avec son 19^e circuit de l'année. — AP

Deux médailles pour Brunet

Racize, République tchèque — Caroline Brunet a continué d'accumuler les médailles, hier, à l'étape de la Coupe de monde de canoë-kayak disputée en République tchèque. La Québécoise a récolté une médaille d'argent lors de la finale du K-1 500 m et une de bronze au K-4 500 m. Lors de la première course, Brunet a été devancée par l'Israélienne Adi Gafni. — PC

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

AHUNTSIC - À 2 pas rivière Terrain de 5 500 p.c. Maison patrimoniale. 339 000 \$ 514-387-4300

130 MAISONS DE CAMPAGNE

ILE-AUX-GRUES - Petite maison de campagne rénovée. Vue sur feuve et montagnes. Idéal couple. 418-241-5525 ou mdi@globetrotter.net

135 TERRAINS

RÉGION RAWDON Beau terrain boisé à construire 165 pi. X 200 pi ou + si désiré. 450-434-3157

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC bas duplex excellent 5 1/2 rénové, 2 s. de b. Près tous services. Juillet. 1450\$ chauffé. 514-858-0481 514-926-0481

AHUNTSIC, Ave D'AUTEUIL 5 1/2, haut duplex, car, arbres, les entrées. Très propre, près de tout, métro, etc. Recherche locataire tranquille. Juillet. 750\$ n-chauffé. 514-345-0185

C.D.N. 6 1/2 rénové, haut duplex 5 pcs fermées, 4 électros. 1 200\$ 514-287-0786

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

C.D.N., près UdeM, rue Lacombe, 7 1/2. Bas duplex, équipé. Juillet. 1 600\$ chauffé. 514-737-7931

CANAL LACHINE, près marché Atwater, loft const. neuve 3 1/2, 5 électros, gar. 1150\$ libre 514-481-8217

CHERRIERMENTANA Superbe 5 1/2 rénové, 1 400 p.c., 2 s. de b., boiserie, stat. 1 595\$. (407)340-1171

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

METRO ACADIE 4 1/2 rénové. 2 c.c. fermées. Pâissible. Équipé. Libre. 514-273-5633

N.D.G. 5 1/2 rénové Cuisine aire ouverte, pl. bois. Libre. 514-368-2158 514-824-1448

N.D.G. Près MONKLAND 7 1/2, 4 c.c. Haut duplex, boiserie, 1 350\$ chauffé, eau chaude. Libre. 514-895-2095

N.D.G., adj. village Monkland, 6 1/2 haut duplex, cachet, 2 c.c., pl. bois, n.n., chauff., 1275\$ 514-831-9225

NDG Métro Villa-Maria, haut 7 1/2 rénové, bois franc, foyer, balcons. Pas d'animaux. Sept 1 300 \$/m (n.c.). 514-237-8229

OUTREMONT ADJ. Grand 7 1/2 rénové, clair, haut de duplex, 4 c.c., 2 s/b, boiserie, foyer, garage. 1 300 \$/m. Disp. fin août. Références. 514-739-3999

OUTREMONT Près Laurier. Grand haut duplex. 3 électros. Chauffé. Libre. 450-451-5819

OUTREMONT - Deux 4 1/2 disp. 1er juin, 3 1/2 disp. 1er sept. Rockland road. Sur rendez-vous. 514-693-9103 ou 514-261-9958

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT ADJ. (UdeM) Gr. 7 1/2, 2 s. de b., haut duplex détaché, garage, buanderie. Août. 1725\$ chauffé. 514-737-8502 307

OUTREMONT. Prox. métro, 7 1/2, 2e, 3 ch. fermées, chauffé, 5 électros, stat. 1 500 \$/m. Jul. 241-6609

PETITE PATRIE 4 1/2, 2e, ensolleil, pl. bois franc. 700\$ libre. 514-279-4679

PLATEAU - 1 1/2, sous-sol, ménage refait, foyer. Rue à maison tranquille. Etc. incl. 400 \$. 514-827-7287

PLATEAU - Papineau/Gifford, 4 1/2, 5 1/2, cachet, ent. rénové, pl. bois franc, 2 ch. fermées, poss. électros & stat. 514-381-5600

PLATEAU 6 1/2, rdc, Rivard/Duluth, 4 électros. Juillet 850 \$/m. 514-351-6260

PLATEAU, St-Joseph/St-Hubert 4 1/2, aire ouverte, 3 électros. Juillet. 733\$ 514-481-5458

R. des P. 4 1/2 u.s. Juillet. Recherche gens tranquilles. Réf. requises. 514-827-5778

R. des P. 5 1/2 haut duplex 2 c.c. fermées, pl. bois franc. Belle vue sur riv., piste cycl., esp. vert. 550\$. 514-494-2360

ROSEMONT, belle rue paisible Grand 5 1/2 lumineux, haut duplex, 2 c.c., pl. bois franc. Libre. 750\$ 514-524-1321

RUE AYLWIN, Métro JOLIETTE 3 1/2, s.-s., 4 électros. Libre. 490\$ chauffé. Réf. exigées. 514-524-1639

ST-LAMBERT Nouveau sur le marché. Gr. 5 1/2 ensol., pl. bois fr., accès jardin. Idéal jeune famille/couple retraité. 800\$ 450-872-2784

VILLERAY 3 1/2 - 4 1/2 rénovés, chauffé, élec., ent. lav./écl., bois franc. 514-761-0282 / 593-1114

164 CONDOMINIUMS À LOUER

VISITE LIBRE
4595 De Lorimier
Dimanche 14h à 16h
Condo, 5 1/2, 2^e de triplex, ensolleil, stationnement, façade en pierre. 229 000 \$ 514-588-0252 (propriétaire)
J.R. BENOIT, courtier Century 21st 514-231-3324

ANJOU SUR LE LAC 5 1/2, mezz., foyer, pl. bois. Garage. Pisc. ext. Juillet. 1 100\$. 514-355-5474

ANJOU, 4 1/2 Foyer. Stat. ext. ++rangement. 900\$. Juillet. 514-355-5474

CENTRE-VILLE terrasse Windsor 3 1/2, 5 électros, a/c, terrasse. Stat. Août. Pas d'animaux. 1 200\$ 450-445-4584

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

HAMPSTEAD Adj. 6 1/2, h. duplex rénové, chauffé; 1 250 \$/m. Aussi, bachelier à 450 \$/m. (n.c.) équipé. 514-737-9034

N.D.G., rénovation, 4 c.c., garage. Jardin. Libre. 1 300\$. 514-368-2158 514-824-1448

SILLERY - 1850 de Ploërmet 4 cab., 1 1/2 sdb, pl. bois, réno récente, gar. 1 500 \$/m (n.c., n.e.) 418-894-3104

167 MEUBLÉS

BORDEAUX-CARTIERVILLE Condo 4 1/2, garage. Juillet. 1100\$ 514-334-6125

ESPLANADE face au Mt-Royal Magnifique 9 pcs, ensolleil, 3 c.c. 4 cab., 1 1/2 sdb, pl. bois, réno services à métro, Jean-Talon. 750 \$/sem. Disp. du 15 au 31 juillet 514-278-1822

GRAND RDC, s-ac fini, cour boisée, terrasse, stat. Tranquille, près services à métro, Jean-Talon. 750 \$/sem. Disp. du 15 au 31 juillet 514-277-2856

167 MEUBLÉS

PLATEAU - BEAU 5 1/2 Bien rénové. Cachet. Tout équipé. Juillet. 1 800\$ chauffé, éclairé. 514-842-1172

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

À PARIS - 400 à 700 euros/sem. Bastille, Marais. xyzapi@yahoo.fr 011-33-75-52-45-79

GRÈCE ÎLE DE PAROS - CYCLADES Apt 2 c.c., 5 min de la mer à pied. grand jardin 400 euros/sem. 1-17 juillet et 28 juillet-10 sept. joblo@cam.org

175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CANTONS DE L'EST, près Eastman, panorama exceptionnel, tranquillité, sem.mois. (514) 481-6352

ESTRIE - Chalets sur ferme bio, étang privé, petit paradis de calme et de beauté. Disp. juin/juillet/août/sept. Classé *** (619) 875-5270

G A S P É S I E - BAIE DES CHALEURS, PASPÉBIAC. Maison à la semaine. 1400-463-0090 www.aubergeduparc.com/maison

MÉTIS-SUR-MER, petite maison centenaire. Accès mer. 700\$/sem. Disp. sem. du 10 à 17 juil. 450-826-2653, 514-703-6842

176 CHALETS À LOUER

ILES-DE-LA-MADELEINE Chalets (6) au bord de la mer, Juin et septembre: 350\$/sem Juillet et août: 450\$/sem 418-837-7986(jul) 418-986-2207 418-986-5105

LANAUDIÈRE - Tranquillité. Vue magnifique, bord de lac. Tout équipé, foyer. 514-241-1333

RÉGION RICHMOND À 1h30 de Montréal. Chalet tout équipé, 2 c.c. Vaste terrain boisé, isolé, étang, foyer, piscine creusée. 3-17 juillet, 1 300\$ (2 sem) 514-294-1864 819-826-5537

ST-DONAT LAC QUAREAU 3 c.c. Juillet, 3 500\$. 514-487-3777 819-424-3659

275 LOCAUX À LOUER

PLATEAU De Lorimier/Gifford

Empl. Comm. Type Bureau avec r-d-c de 2100 p.c. & s-s de 450 p.c., bureaux fermés & aires ouvertes, cuisinette, toilette, chauff. Au mazout, éclairé, partiellement conditionné, syst. d'alarme, bus/métro, à +/- 10 min. quartier des affaires, idéal pour dentiste, comptable, avocat. Libre à partir du 23 août. 3500\$/mois 514-526-7774 (102)

307 LIVRES ET MUSQUES

Librairie Bonheur d'Occasion achète à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 4487 de la Roche-Mt-Royal

320 AMEUBLEMENT

ACHETERAIS MEUBLES, lampes de style design, scandina. De qualité. Datant des années 50 à 80. 514-948-5159

327 PHOTO, CINÉ

CAMERA CANON XL1-S. Garantie 9 mois. Acheté en avril 2004. Demande 3 900 \$ 514-384-8656

450 EMPLOIS DIVERS

RECHERCHE PERSONNELLE avec expérience pour boutique de décoration et de peinture. À Montréal, rue Beaujeu. Le Marchand de couleurs. 514-723-5111

TRADUCTEURS(STRICES) vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 45 000\$ à 85 000\$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO. (416) 975-5252 poste 305

530 COURS

ANGLAIS (TOEFL) par diplômé, Ph.D. 8hres/200\$ 514-489-3801

ATELIER D'ÉCRITURE SYLVIE MASSICOTTE 450-247-0489

Pour publication section décès

Le mémoriel
www.lememoriel.com

(514) 525-1149

2190 Mont-Royal Est
Montréal, Qc H2H 1K3
Télé.: (514) 525-7999

Tous les jours de 11h à 19h30

550 VOYAGES

AÉROPLAN J'achète vos milles 450-227-7070 univers9@yahoo.ca

575 DÉMÉNAGEMENTS

G. JODIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres Spécialité: appareils électriques Assurance complète. 253-4374

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

FOUNDAISON JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca